

La généralisation du repas à 1 euro pour les étudiants inquiète les CROUS

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

« Tensions » accrues sur les personnels, « dilution de l'aide » aux plus démunis, « surcoûts pas absorbables »... En vigueur depuis mai, les premiers chiffres de fréquentation des restaurants universitaires sont déjà élevés.

Marie-Christine Corbier

A l'heure où certains ont la tête dans les vacances, d'autres s'inquiètent de la rentrée. C'est le cas des agents des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) qui anticipent la hausse de fréquentation des restaurants universitaires, du fait de la généralisation du repas à 1 euro pour les étudiants, indique le député (Renaissance) Charles Sitzenstuhl.

Dans un document qu'il présentera ce jeudi devant la commission des Finances de l'Assemblée et que « Les Echos » ont pu consulter, le rapporteur spécial chargé de l'Enseignement supérieur fait état d'échanges entre des agents des CROUS avec le ministère qui ont « révélé une certaine fébrilité ».

La généralisation du repas à 1 euro, sans condition de ressour-

ces, annoncée en janvier, est le résultat de négociations entre Sébastien Lecornu et le PS pour un accord de non-censure. Le rapport liste les effets attendus : « tensions sur les capacités d'accueil » et « sur les personnels » dus à « l'intensification de la cadence », « risques de saturation durant la pause de midi »...

Le CNOUS, qui coordonne les CROUS, anticipe à la fois un maintien du nombre de repas servis aux étudiants boursiers et précaires (qui payaient déjà 1 euro) et une hausse du nombre de repas anciennement facturés à 3,30 euros – elle pourrait être de 12 % en 2026 puis de 10 % en 2027, soit 3,7 millions de repas supplémentaires en 2027, sur un total de 52 millions.

Mise en danger du modèle économique

Selon le CNOUS, la mesure, qui s'applique depuis le 4 mai – correspondant à une période où les étudiants sont moins présents sur les campus –, a généré des hausses de fréquentation de l'ordre de 14 % dans les restaurants universitaires de Paris et de Bordeaux.

La généralisation du repas à un euro « met en danger le modèle économique des CROUS », estime Charles Sitzenstuhl, alors que l'activité de restauration est déjà « structurellement déficitaire » avant cette annonce – le coût de production d'un repas est de 7,89 euros. La mesure peut « être facilement réversible », glisse-t-il, « à condition de revenir à un système distinguant étu-



Le CNOUS, qui coordonne les CROUS, a prévu des médiateurs pour désamorcer les éventuelles tensions dans les files d'attente des restaurants universitaires. Photo Christophe Archambault / AFP

dants boursiers (et étudiants précaires) et étudiants non boursiers ». En attendant, il préconise une augmentation de la compensation financière accordée aux CROUS.

La dotation spécifique de 59 millions d'euros pour faire face à la hausse est jugée insuffisante, plusieurs évaluations estimant le

besoin de financement entre 61 millions et 89 millions d'euros en 2026, soit 116 millions en année pleine. La « perte directe de recettes » est évaluée à plus de 35 millions en 2026 et à près de 68 millions en 2027, selon les hypothèses de fréquentation. L'activité des cafétérias des CROUS, « structurellement

moins déficitaire », devrait aussi diminuer. Et l'« usure accélérée » du matériel va augmenter les coûts de maintenance.

Dans ce contexte, les contraintes liées à la qualité des produits (lois Egalim et climat et résilience) ne seront « pas absorbables », selon Charles Sitzenstuhl. Le député pro-

pose de « compléter chaque année la subvention versée au CNOUS par une compensation intégrale des surcoûts » liés à l'application de ces lois.

Réforme des bourses étudiantes

Pour éviter des temps d'attente trop longs, il faudra encore « poursuivre les investissements en faveur de la réhabilitation » et « allonger les pauses déjeuner », en lien avec les établissements universitaires, afin de fluidifier la fréquentation des restaurants. Le CNOUS envisage, selon le rapport, des « médiateurs pour organiser et désamorcer les éventuelles tensions dans les queues ».

La généralisation du repas à 1 euro va surtout « entraîner mécaniquement une dilution de l'aide pour les plus précaires en raison d'une saturation des capacités d'accueil », déplore le rapporteur spécial, qui la qualifie de « choix contestable », jugeant la mesure « contre-productive, tant elle se trompe de cible ».

« La pauvreté et la précarité alimentaire ne concernent pas tous les étudiants », précise-t-il en citant une enquête de l'Observatoire national de la vie étudiante de 2023, dans laquelle 13 % des étudiants indiquent ne pas avoir assez à manger et 8 % déclarent sauter souvent des repas pour des raisons financières.

Pour améliorer « réellement » la situation des étudiants, « la priorité devrait être la réforme des bourses étudiantes », conclut-il. Un dossier sur lequel les gouvernements n'ont cessé de tergiverser depuis 2022. ■

ICI
C'EST LE SUD

COMPÉTITIVE

Fos-Berre

territoire industriel stratégique

500 000

entreprises

SOVER INE

Toulon

1er port militaire d'Europe

et 1re région militaire de France

3e région européenne

pour les investissements dédiés à la recherche et au développement

1re université francophone du monde

1er gisement solaire

de France

et 2e parc d'éolien offshore flottant

ITER :

projet nucléaire stratégique

ACCUEIL

des Jeux Olympiques et Paralympiques d'hiver 2030

1re destination touristique

(hors Paris)

VERTE

1re région française

en surface agricole utile et cultivée bio

INNOV NTE

Sophia Antipolis

1er technopole d'Europe

2e région française

pour les projets I , 209 entreprises positionnées sur l'I

DUR BLE

R YONN NTE

REGION SUD

PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR

REGION HÔTE

maregionsud.fr

RÉGION SUD, TERRE D'ATTRACTIVITÉ

RÉGION SUD

PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR

Conception réalisation : Direction de la Communication et de la Marque de la Région Sud. Intégration : Studio Avenir.